

Assurance-chômage

**Le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
est heureux de l'appui reçu de la Ville de Sherbrooke.**

Sherbrooke, le 20 juin 2007 – Le Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie est heureux de l'appui reçu de la Ville de Sherbrooke. En réponse à sa demande, le Conseil municipal de Sherbrooke a adopté une résolution d'appui concernant les disparités dans le traitement fait aux prestataires de Sherbrooke versus ceux de l'extérieur de Sherbrooke tel qu'à Magog ou East-Angus.

Hier, le Cabinet de la mairie leur a transmis la résolution suivante qui a été adoptée par le Conseil municipal ce 18 juin dernier:

OBJET :

Appui de la Ville de Sherbrooke au Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie

EXPOSÉ DES FAITS :

Le conseil municipal de Sherbrooke a récemment été informé d'une situation créant des disparités dans le traitement aux prestataires d'assurance-chômage de Sherbrooke. Devant cet état de fait, le conseil municipal a décidé d'adopter la résolution suivante :

- Considérant que la Ville de Sherbrooke et son conseil municipal, se préoccupe et cherche à toujours améliorer la qualité et les conditions de vie de ses citoyens et citoyennes dans ses champs de compétence et dans tous les autres domaines où il y a interaction directe avec ses responsabilités municipales;*
- Considérant que la Ville de Sherbrooke a été sensibilisé au fait que les prestataires d'assurance-chômage de Sherbrooke ne bénéficiaient pas du même traitement que d'autres prestataires en Estrie, en raison essentiellement de leur lieu de résidence à Sherbrooke;*
- Considérant que l'incendie de l'auberge Estrimont a mis à jour cette situation et qu'une trentaine d'employés résidant à Sherbrooke ne pourront profiter du même traitement d'assurance-chômage que leurs collègues de Magog;*

RECOMMANDATION :

Le conseil municipal de Sherbrooke demandera au gouvernement fédéral et plus particulièrement au ministre responsable de l'assurance-emploi, l'honorable Monte Solberg, d'éliminer les disparités de traitement entre les travailleurs d'un même bassin d'emploi en révisant le découpage des régions économiques, de manière à refléter plus fidèlement la réalité des bassins d'emploi qui tiennent compte de la mobilité de la main-d'oeuvre.

Nous remercions les centaines de citoyens et citoyennes qui ont signé notre pétition exigeant l'intervention de la Ville de Sherbrooke. Nous remercions aussi la quinzaine d'organisations populaires et syndicales qui ont formellement soutenu notre démarche, précise Denis Poudrier, coordonnateur du Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (MCCE).

Fort de cet appui, l'organisme estrien poursuivra ses pressions auprès du Ministère canadien des Ressources humaines et du Développement social afin que les Sherbrookoïses ne soient plus considérées comme des citoyens de seconde zone. *Nous espérons que M. Perrault soumette une telle recommandation aux instances décisionnelles de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération canadienne des municipalités, où il est respectivement président et vice-président, souligne M. Poudrier.*

- 30 -

Renseignements: Denis Poudrier, coordonnateur
Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (MCCE)
bureau: 819 566-5811